



Liste de présidents depuis 1990

1991-1993 | Jorge A. Serrano Elías
 1993-1993 | Gustavo Salguero (Espina)
 1993-1996 | Ramiro de León Carpio
 1996-2000 | Álvaro E. Arzú Irigoyen
 2000-2004 | Alfonso Portillo
 2004-2008 | Óscar Berger Perdomo
 2008-2012 | Álvaro Colom
 2012-[2016] | Otto Pérez Molina



DONNÉES GÉNÉRALES

La Guatemala a un système de gouvernement républicain unitaire et présidentiel. Le pouvoir est divisé en 3 niveaux :

- **National** : président et vice-président, gouvernement, parlement (honorable congreso de la Republica de Guatemala)
- **Départemental** : gouverneurs, conseils départementaux
- **Local** : mairie (municipios), conseils intercommunaux (mancomunidades), maires indigènes (alcaldes indígenas)

Le territoire est divisé en 22 départements administratifs (8 régions), 23 districts électoraux, 333 corporations municipales. La [Constitution de 1985](#) a été reformée en 1993 et les réformes électorales ont eu lieu en 2004 (Ley electoral y de partidos politicos 1985) et en 2006.



ÉLECTION

Présidentielles

- Le président et le vice-président forment un binôme dans la candidature présidentielle ;
- Suffrage universel direct et secret. Scrutin majoritaire à deux tours (second tour si les 50% + 1 des votes valides ne sont pas atteints);
- Mandat de 4 ans sans possibilité de réélection. Le vice-président peut être candidat comme président après 4 ans à l'écart des fonctions présidentielles. Possibilité de cumul;
- Rémunération annuelle: 18.393 dollars américains (2011).

Législatives

- Système unicaméral, 158 députés ;
- 127 députés pour les 23 districts électoraux (au moins un député par district électoral puis un de plus pour chaque 80000 habitants) et 31 députés sur liste nationale ;
- Suffrage universel direct et secret avec représentation à la proportionnelle ([méthode d'Hondt](#)) (une liste fermée et bloquée par parti) ;
- Mandat de 4 ans avec possibilité de réélection, pourtant, pas de possibilité de cumul ;
- Rémunération mensuelle: 3.715 dollars américains (2011).

Locales

- 22 gouverneurs, pour les départements, désignés par le président de la République;
- Mandat de 4 ans avec possibilité de réélection, pourtant, pas de possibilité de cumul;
- 333 corporations municipales constituées d'un maire, et d'un nombre (fonction du nombre d'habitants de la communauté) de conseillers municipaux, titulaires et leurs suppléants;
- Le suffrage est universel direct et secret. Le maire est élu par une majorité relative et représentation à la proportionnelle pour le reste de la corporation (conseillers, titulaires et suppléants, etc.) ;
- Mandat de 4 ans avec possibilité de réélection, pourtant, pas de possibilité de cumul;
- Rémunération : pour le maire fixé en fonction des finances de la mairie, pour les autres, services en principe gratuits.



OFFRE ÉLECTORALE

- **Conditions d'éligibilité** : être guatémaltèque d'origine inscrit dans un district électoral ; Il faut être capable de jouir de ses droits politiques, savoir lire et écrire et être présenté par un parti ;
- Le candidat à la présidence ou vice-présidence ne peut pas avoir de liens d'affection au second degré, ou de consanguinité jusqu'au quatrième degré avec le président ou le vice-président sortant (interdiction constitutionnelle, article 186 section C) ;
- Il n'y a pas de loi sur la parité, ni les quotas. Pourtant, la loi oblige les partis politiques à inclure tous les secteurs de la population dans le parti et les sièges;
- Fonctionnaires ou bénéficiaires d'un contrat avec l'État, titulaires de certaines charges publiques et membres du Tribunal électoral suprême et de la Cour des comptes ne peuvent pas se porter candidats aux élections;
- **Partis politiques** : 28 reconnus par le Tribunal Suprême Electoral (TSE), pourtant, il n'y a que 16 partis au Congrès dont 8 formant une coalition;
- (PP) - Partido Patriota Parti Patriotique ;
- (GANA) - Gran Alianza Nacional Grande Alliance Nationale
- (UNE) - Unidad Nacional De La Esperanza Parti National pour l'Espoir ;
- (UCN) - Union Del Cambio Nacional Union Du Changement National;
- (CREO) - Compromiso Renovacion Y Orden Engagement Rénovation E Ordre;
- (LIDER) - Libertad Democratica Renovada Liberté démocratique Restaurée;
- (WINAQ) - Movimiento Politico Winaq Mouvement politique Winaq.

DEMANDE ÉLECTORALE



- **Corps électoral** : 7 341 122 électeurs en 2011
- **Genre:**

Hommes	51%
Femmes	49%
- **Âge:**

Plus de 55 ans	19%
36-55 ans	34%
18-35	46%
- **Principales concentrations électorales :**
 - Sur les hautes terres de l'Ouest et du Centre : la capitale, Quezaltenango (deuxième ville du pays) et Puerto Barrios ;
 - Le seul département de Guatemala concentre 25% des électeurs ;
- **Conditions d'accès au vote** : 18 ans et inscrit au registre des citoyens (pour la première fois au moins 3 mois avant l'élection);
- Vote obligatoire, et vote des expatriés est en cours (accepté par la cour constitutionnelle et le congrès 17 juin 2011, pour l'élection de 2015);
- Exclus du vote ceux dont leur droit de citoyen ont été suspendus ou ceux qui ont perdu la citoyenneté et ceux qui sont dans l'Armée nationale ou dans les corps policiers et qui sont nommés à une commission ou un travail de nature militaire.



CAMPAGNES ELECTORALES

- **Organes de justice électorale** : [Tribunal Suprême Electoral](#) (TSE) qui contrôle et fiscalise les fonds publics et privés que reçoivent les organisations politiques pour leur financement de leurs activités permanentes et de campagne ;
- **Conditions de financement public** : L'Etat contribue au financement des partis politiques à hauteur de l'équivalent en quetzal de 2 dollars américains par vote légalement émis en leur faveur, s'ils ont reçus un minimum de 5% du total des votes valides lors des élections générales. (Les calculs se font par rapport aux votes reçus par le président et le vice-président ou par la liste nationale pour les postes de députés au congrès de la république). Les partis qui ont obtenu au moins un député ne requièrent pas les 5% de votes valides minimum. Le paiement du financement s'effectuera durant la période présidentielle correspondante, en 4 sommes égales chaque mois de juillet (pendant 4 ans). Ce financement doit être redistribué à l'intérieur des partis au niveau national, départemental et municipal ;
- **Conditions de financement privé** : interdit d'Etat ou de personnes individuelles ou juridiques étrangers. Autorisé pour des entités académiques ou des fondations si c'est dans un but de formation. Les financements en faveur de candidats ne pourront être anonymes et doivent passer par les organisations politiques. (Le registre des comptes doit être tenu et publique).



MÉDIAS ET SONDAGES



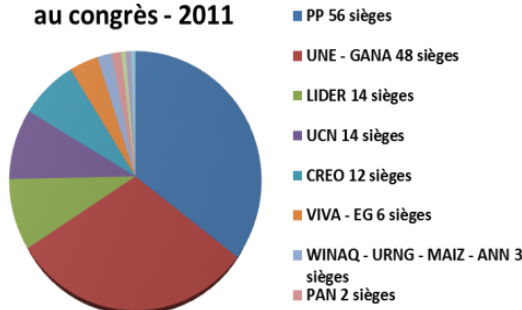
CAMPAGNES ELECTORALES

- **Limite maximum de dépense dans la campagne électorale** : à raison de l'équivalent de un dollar américain par citoyen recensé jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections. Personne, qu'elle soit individuelle ou juridique, ne pourra financer à hauteur de plus de 10% des dépenses de la campagne. Pour l'élection de 2011 un maximum de 6 millions de dollars ne devait pas être dépassé par parti
- **Peines prévues en cas de fraudes** : sanctions administratives ou pénales déterminées par la loi, comme l'annulation de la personnalité juridique de l'organisation en question. En crescendo : avertissements, amendes (\$15 à \$25), suspension jusqu'à 6 mois de l'organisation politique, annulation de celle-ci

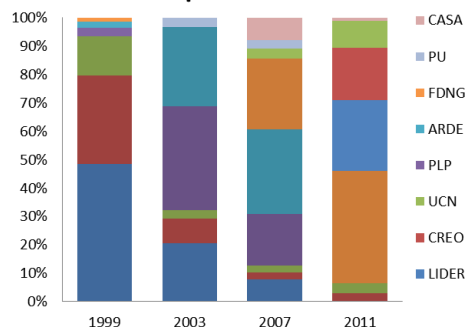
- **Principaux médias et groupes** : Moins d'une douzaine de famille contrôlent les moyens de communication du pays;
- **Presse (en langue espagnole)**:
 - ☐ Prensa libre (www.prensalibre.com) publié le matin (famille Zarco, Garcia, Contreras...)
 - ☐ El Periodico (<http://www.elperiodico.com.gt/>) publié le matin (famille Zarco Garcia, Contreras, Botran, Guttierrez, los Paiz);
 - ☐ Siglo 21 (www.s21.com.gt) publié le matin (fondé en 1996 par El periódico);
 - ☐ La hora (www.lahora.com.gt) publié l'après-midi (famille Marroquin);
- **Télévision** : 26 stations dont 4 chaînes détenues (3, 7, 11, 13) par Remigio Ángel González et (21 stations de radio dont Radio Sonora) dont le demi-frère a été nommé en 2000 par le président Portillo comme ministre des communications, infrastructure et logements;
- **Radios** : 632 stations dont trois principales, Radio Sonora (leader en matière d'actualités) – Remigio Ángel González / Emisoras Unidas - famille Archila / Radio Grupo Alius - Alfonso Liu;
- **Répartition du temps d'apparition dans les médias** : limité mais déterminé pour chaque événement électoral ou procédures consultatives durant les deux premières semaines de la campagne électorale par le Tribunal Suprême Electoral de manière à ce que chaque organisation politique ou coalition participante aient les mêmes temps et horaires maximums à utiliser pour la propagande électorale dans les moyens de communication, sociaux radiales et télévisuels, comme dans les médias écrits. Le maximum établi pour la propagande dans chaque moyen écrit ne peut être inférieur à une page entière par édition quotidienne ; et pas moins de 30 minutes à la télévision par semaine, et non cumulable.);
- **Principaux Instituts de sondage** : les entreprises privées CID/Gallup, Vox Latina, Borge y Asociaciones, Prodatos;
- **Règles de contrôle des sondages** : interdiction 36h avant le jour des élections, autorisés à partir du lendemain de l'annonce leurs dates.

L'ECLATEMENT DES PREFERENCES ELECTORALES






Distribution des sièges au congrès - 2011



Histogramme des dernières élections présidentielles



LES DERNIERS PRESIDENTS DU GUATEMALA

Arzu Irigoyen (PAN)	14 janvier 1996 au 14 janvier 2000	Président élu avec 51,22% des votes (second tour) Contre Alfonso Portillo	
Alfonso Portillo (FRG)	14 janvier 2000 au 14 janvier 2004	Président élu avec 68,31% des votes (second tour) Contre Oscar Berger	
Oscar Berger (PAN)	14 janvier 2004 au 14 janvier 2008	Président élu avec 54,1% des votes (second tour) Contre Alvaro Colom	
Alvaro Colom (UNE)	14 janvier 2008 au 14 janvier 2012	Président élu avec 52,82% des votes (second tour) Contre Otto Perez Molina	
Otto Perez Molina (PP)	14 janvier 2012 au 14 janvier 2016	Président élu avec 53,74 % des votes (second tour) Contre Manuel Baldizon	

FOCUS SUR LES ÉLECTIONS DE 2011

Les dernières élections au Guatemala ont eu lieu le 11 septembre 2011. Les citoyens étaient invités à élire le président et le vice-président, les 158 députés du congrès, les 20 députés du parlement Centre-américain, et 333 corporations municipales (maires, *sindicos* et conseillers). Le second tour des élections présidentielles a eu lieu le 6 novembre 2011.

Le 6 novembre 2011, Otto Perez Molina a été élu président du Guatemala pour la période 2012-2016. Déjà, depuis mai 2011, les sondages l'indiquaient favori. En revanche on n'imaginait pas que Manuel Baldizón soit au second tour : la candidate Sandra Torres, ex-femme du président Álvaro Colom qui finissait son mandat, était favorite dans les sondages en deuxième position. La campagne a d'ailleurs été marquée par cette candidature, puisque le divorce du couple accepté en avril 2011 par la justice n'avait d'autres fins que de permettre à Sandra Torres d'être candidate à l'élection présidentielle ou au scrutin, divorçant de son mari pour « se marier avec le peuple ». Or, la Constitution de 1985 du Guatemala pose l'inéligibilité des candidats qui ont un lien de parenté avec le président ou le vice-président en cours de mandat. Malgré plusieurs recours judiciaires, sa candidature a été rejetée et le parti UNE s'est retrouvé sans candidat pour l'élection présidentielle.

Ce fut le premier coup de pouce pour le général Otto Perez Molina à la retraite. Mais c'est encore le vote urbain et notamment de la capitale Guatemala Ciudad, qui a fait pencher la balance en sa faveur, alors que Manuel Baldizón, originaire de la région nord et peu peuplée du Petén s'annonçait comme le (futur premier) président issu des zones rurales. Les deux candidats du second tour présentaient tous les deux dans leurs candidatures deux femmes comme vice présidentes. Il semblerait que la continuité au Guatemala se réfère plus à l'irrégularité politique, puisqu'aucun parti officiel n'a réussi à s'imposer deux élections de suite, et que la tradition semble s'installer que le candidat perdant se retrouve gagnant aux élections suivantes - ce qui est le cas depuis le retour de la démocratie au Guatemala et la signature des Accords de paix en 1996..

Aussi chaque parti officiel semble avoir une forte diminution de soutiens. Par exemple, le FRG n'était pas présent pour les dernières élections et le PAN déclinait totalement. Ce sont donc des partis jeunes, LIDER, le parti de Manuel Baldizón (créé il y a un peu plus d'un an) ou le PP, parti de Otto Perez Molina (créé en 2006), qui sont sortis en tête. Mais cela a eu un certain prix ; en effet des clauses strictes sur la gestion du financement des partis n'ont pas pu empêcher des partis comme le PP de dépenser jusqu'à 11 millions de dollars, le maximum étant fixé à 6 millions par le Tribunal Suprême Electoral. Il ressort donc que le système électoral guatémaltèque n'a pas permis l'institutionnalisation des partis forts et a confirmé au sein de l'électorat une certaine méfiance vis-à-vis des partis (seuls 29% de la population fait confiance aux partis politiques). Enfin, l'élection d'Otto Perez Molina marque aussi le retour d'un militaire (à la retraite) au pouvoir (il n'y en avait eu aucun depuis 1986).